



**REDECouvrez  
LA SOURCE DU BONHEUR**

22 22 65 65

TOUS LES DIMANCHES A 20H30,  
A PARTIR DU 7 FEVRIER SUR CANAL+ ELLES

CANALPLUSTOGO

LES BOUQUETS  
CANAL+

# LA NOUVELLE TRIBUNE

Hebdomadaire togolais d'investigation, d'analyses, et de publicité

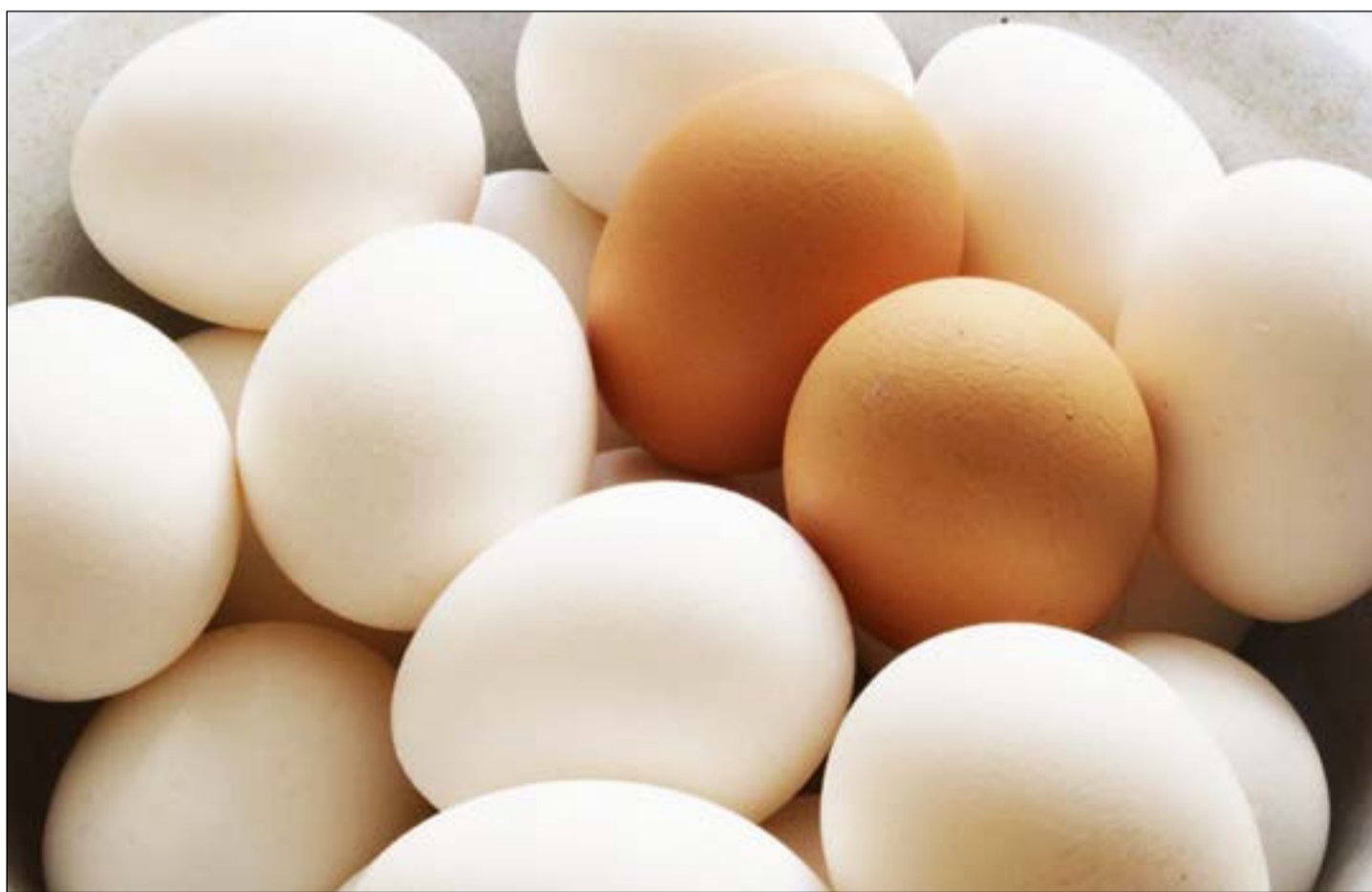
N° 178 du jeudi 11 février 2021 / Prix : 250 F CFA

TOGO

P.3

## L'œuf coûte cher

- Entre 2500 et 3000 FCFA le plateau
- Les raisons
- Les prix ne baisseront pas avant (au moins) 6 mois



CIMTOGO

P.4

COVID-19

## Golfe 5 : Courbe en baisse

P.8

## Nouvelle fresque murale en cours...



PIRATERIE

P.4

## Réaction de la Préfecture Maritime



REJOIGNEZ L'AVENIR

Moov  
Africa

MOOV TOGO DEVIENT MOOV AFRICA

L'Information !!!

REJOIGNEZ L'AVENIR

Moov  
Africa

**MOOV TOGO DEVIENT**

**MOOV AFRICA**



TOGO

# L'œuf coûte cher

Depuis quelques semaines, les prix des œufs ont flambé sur le marché. Quelles en sont les raisons ? Que se passe-t-il réellement dans la filière avicole ? « La Nouvelle Tribune » est allée aux nouvelles.

Nicolas EDORH

Partout, les consommateurs sont unanimes à se plaindre. Le prix unitaire de l'œuf varie entre 150 et 200 FCFA. Quant au plateau, il varie de 2500 à 3000 FCFA. Depuis, cette situation trouve difficilement des explications au sein de l'opinion.

Contactée par notre rédaction, l'Association nationale des producteurs avicoles du Togo (ANPAT) donnent deux raisons principales qui motivent cette augmentation des prix des œufs. « D'abord, il y a le coronavirus. Depuis le début de la pandémie, nous avons beaucoup de difficultés. Les commandes de poussins qui ont été effectués par les éleveurs ne sont pas livrées, parce que les frontières sont fermées. Et même quand certaines commandes arrivent, c'est en quantité insuffisante. Or, actuellement, les poules pondeuses ont pris de l'âge et il faudra les remplacer par de nouvelles pondeuses, d'où les commandes des poussins que nous élevons jusqu'à ce qu'ils soient aptes à pondre. Et voilà que nous avons des difficultés dans les commandes en raison du coronavirus qui a fortement impacté la filière », explique Claude Kodjo Koami, président de l'ANPAT. «

L'autre raison est relative à la flambée du prix du maïs sur le marché. Vous savez que le maïs entre dans les éléments de consommation des pondeuses. Tout cela a des coûts que nos éleveurs supportent difficilement, surtout avec la crise que nous traversons. Actuellement, la demande d'œufs est plus forte que l'offre. Et le taux de ponte est très bas, puisque les éleveurs doivent remplacer les vieilles pondeuses qui n'arrivent plus à suivre le rythme et la moyenne normale », poursuit le président de l'ANPAT.

« Les prix actuellement en vigueur et qui varient entre 2500 et 3000 FCFA (selon les œufs et les pondeuses), resteront en vigueur jusqu'à six mois au moins. Ça pourrait aller au-delà de six mois si la situation sanitaire reste la même avec la fermeture des frontières, et la flambée du prix du maïs aussi », prévient Claude Kodjo Koami, président de l'ANPAT. « C'est pour cela que nous continuons de réfléchir à notre niveau, ensemble avec la Coordination togolaise des organisations paysannes, pour un appui à la production avicole afin d'amoindrir ces chocs. L'œuf est un aliment complet et très sollicité. », fait-il savoir.



« Le prix du maïs a augmenté sur le marché, ce qui explique aussi une flambée des prix au niveau des provendes », affirme Emile Alaba chez notre confrère en ligne AgriDigitale.

« Je suis dans la production des œufs il y a pratiquement plus de 20 ans et il faut dire que cette année est une année exceptionnelle. Le Togo n'a pas de parentaux et tous les poussins et œufs à couvrir sont importés de l'extérieur. Avec Covid19, aucun avion ne venait et donc depuis février-mars, aucun poussin n'est rentré au pays. Et c'est à partir du mois d'Octobre qu'on a eu une petite ouverture. Malheureusement, la grippe aviaire a surgi, ce qui a impacté fortement la filière », renchérit auprès de notre confrère, Dr. Kossi Mabalo, promoteur d'une ferme.

A en croire le président de

l'Interprofession avicole du Togo (CIFA-TOGO), Sinko Banakinao, depuis février 2020, aucun éleveur n'a pu importer des poussins, alors qu'ils ont été obligés de vendre pendant les fêtes de fin d'année.

## Facteurs environnementaux

De l'avis de certains experts dans le domaine de l'environnement, cette situation est aussi due à la variation de température qui agirait sur le système endocrinien qui contrôle le métabolisme, la croissance et la reproduction des volailles.

« 2020 a été catégorisée comme l'année la plus chaude jamais enregistrée sur notre planète. Elle a, à cet effet, occasionné d'énormes dégâts climatiques sur les cultures de céréales notamment le soja et

le maïs, premières matières qui entrent dans la nutrition des volailles », indique le confrère en ligne spécialisé dans l'environnement, Vert-Togo.

Toujours selon cette source qui cite le directeur exécutif de l'ONG ASDI, Hervé Tchassi, la hausse des prix des œufs est due en grande partie au réchauffement climatique qui a énormément agi sur les productions agricoles au sud du Togo. « Au Centre d'excellence régionale sur les sciences aviaires (CERSA) de l'Université de Lomé des expérimentations ont d'ailleurs révélé qu'une augmentation de température de plus de 10°C réduit de 5 grammes environ le poids des œufs. Quant à la production de viandes, le directeur du CERSA, Kokou Tona, qui a conduit cette expérimentation, a indiqué qu'il faut pratiquement six (06) mois dans les mêmes conditions pour avoir un poulet d'un kilogramme ; ce qui est assez faible en termes de productivité », rapporte le confrère.

Le Togo dépend essentiellement de l'extérieur dans l'importation des poussins et des parentaux. La fermeture des frontières aériennes et terrestres est un coup dur pour la filière avicole.

MÉDIAS

# Sylvestre Gounoubou reconduit à la tête de l'AJST

Au terme du mandat de l'actuel bureau de l'Association des Journalistes Sportifs du Togo (AJST), une assemblée générale électorale a été tenue hier mercredi à Lomé. A l'issue de ce congrès électif, un nouveau bureau exécutif a été élu. Sans surprise, Sylvestre Gounoubou reste le président de l'AJST.

Isidore AYEKO

Elu par 75 voix pour, 01 voix contre et 11 abstentions, Sylvestre Gounoubou remplit pour un nouveau mandat à la tête de l'Association des Journalistes Sportifs du Togo. Selon lui, son premier mandat (débuté en septembre 2016) a permis de donner une notoriété à l'AJST.

Durant les quatre années passées à la tête de l'association, Sylvestre Gounoubou a organisé plusieurs ateliers de

formation, des symposiums et des rencontres professionnelles à l'endroit des journalistes sportifs. La révision des textes régissant la vie de l'association et plusieurs événements dans le domaine sportif portent sa griffe. L'AJST est doté également d'un siège.

Pour lui, ce deuxième mandat est celui de la consolidation des acquis et de nouveaux défis à relever pour l'avancement des sports au Togo. « Durant le



premier mandat, nous avons essayé de donner une notoriété à l'association avec tout ce qui a été mis en place. Les acquis doivent être consolidés et nous devons démontrer les valeurs dont nous disposons. Les défis

sont nombreux à relever pour donner une dimension à l'AJST », a déclaré le président Sylvestre Gounoubou. Le patron de l'AJST affiche déjà des ambitions pour ce second mandat. « Notre

second mandat sera placé sous le signe de la consolidation des acquis et de nouveaux défis, notamment la formation, la recherche permanente du professionnalisme, la représentativité au plan international » a conclu Sylvestre Gounoubou.

Mise sur pied depuis le 03 mars 1973, l'Association des Journalistes Sportifs du Togo est membre de l'Association Internationale de la Presse Sportive (AIPS).

COVID-19

# Golfe 5 : Courbe en baisse

Considérée depuis le début de la pandémie comme la commune la plus touchée malgré les dispositions sanitaires rigoureuses prises par les autorités municipales, Golfe 5 surprend ces dernières semaines avec une baisse sensible des cas de contamination. Une situation que la Mairie Golfe 5 explique par les efforts quotidiens déployés par la cellule communale de riposte.

Isidore AYEKO

Les fêtes de fin d'année constituaient des moments propices pour la propagation de la Covid-19. C'est ce qui explique les mesures drastiques prises par le gouvernement, du 20 décembre 2020 au 03 janvier 2021 dans le Grand Lomé et sur toute l'étendue du territoire national. Malgré ces mesures, les cas de contamination ont flambé au lendemain des fêtes de fin d'année dans le Grand Lomé et dans la Région des Savanes. Actuellement, les communes de la préfecture du Golfe affichent des chiffres croissants de contamination. Alors que la commune Golfe 5

faisait office de mauvais élève souvent pointée du doigt par la coordination nationale de riposte à la Covid-19, elle est passée désormais au statut de la commune du Golfe qui enregistre le plus petit nombre de cas contaminés.

De quoi surprendre Dr Ebenezer Agbétiafa, directeur préfectoral de la santé du Golfe, par ailleurs membre du Comité Scientifique. Il s'est exprimé lors de la réunion de l'évaluation de la situation épidémiologique dans le district sanitaire du Golfe depuis le 1er janvier 2021.

« Nous avons été agréablement

Situation épidémiologique									
Données par district sanitaire Golfe									
3- Evolution des cas confirmés par semaine épidémiologique par Commune									
SEMAINE EPID	Période	Golfe 1	Golfe 2	Golfe 3	Golfe 4	Golfe 5	Golfe 6	Golfe 7	DPS GOLFE
S1	04/01/2021-10/01/2021	8	35	10	49	23	15	4	144
S2	11/01/2021-17/01/2021	9	35	17	34	21	21	21	158
S3	18/01/2021-24/01/2021	14	44	4	28	17	12	16	135
S4	25/01/2021-31/01/2021	19	54	7	39	13	6	30	168
S5	01/02/2021-07/02/2021	32	21	17	38	6	10	20	144

surpris par les données de cette commune. On se demande si ce sont les actions des élus locaux qui ont renversé la tendance. Nous profitons de cette occasion pour féliciter le maire Kossi Aboka et l'ensemble de la cellule communale pour leurs efforts quotidiens dans le cadre de cette riposte », a déclaré Dr Ebenezer Agbétiafa lors de la rencontre. Cette rencontre d'échanges a eu lieu en fin de semaine dernière. Leaders communautaires, religieux

et élus locaux s'étaient rassemblés autour du préfet du Golfe, Komla Agbotse.

Selon la mairie Golfe 5, cette prouesse est liée à la perspicacité du maire et des certaines de ses actions particulières pour lutter efficacement contre la pandémie.

« En effet, sur la période du 20 décembre 2020 au 03 janvier 2021, en vue de faire respecter le communiqué du gouvernement

relatif à la célébration des fêtes de fin d'année pendant cette crise sanitaire, le maire Kossi Aboka, en sa qualité de président de la cellule communale de gestion de la riposte contre Covid-19 de Golfe 5, a déployé plusieurs équipes de contrôle sur le terrain pour des actions de sensibilisation et de sanction des indélécats », informe la mairie Golfe 5.

Loin d'être un satisfecit, le maire Kossi Aboka a appelé les populations à redoubler d'efforts pour zéro cas Covid dans la commune Golfe 5. En outre, il a félicité la cellule communale de riposte, les conseillers municipaux de Golfe 5 pour ces résultats.

De 26 cas de contamination dans la semaine du 04 au 10 janvier 2021, la commune d'Aflao Gakli, a enregistré dans la semaine du 1er au 07 février 2021, 06 cas de contamination.

## ATTAQUE DU NAVIRE ROWAYTON EAGLE

# Réaction de la Préfecture Maritime

Dans notre précédente parution, nous avons fait cas d'une nouvelle attaque de pirates dans le Golfe de Guinée. Une dépêche de notre confrère « Maritime Bulletin » qui a fait réagir la Préfecture Maritime.

Nicolas EDORH

L'opinion s'attendait à une réaction officielle suite à l'attaque du navire Rowayton Eagle dans le Golfe de Guinée.

Suite à la publication de notre article jeudi dernier, la Préfecture Maritime, après nous avoir fait visiter son Centre de coordination maritime pour nous donner les

détails techniques de cet acte de piraterie, a fait savoir que le forfait n'a pas été commis dans les eaux togolaises.

« Comme vous pouvez le constater sur l'écran, l'acte de piraterie en question concernant le vraquier Rowayton Eagle n'a pas eu lieu dans les eaux togolaises. Nous avons reçu



une alerte de Watchkeepers le 30 janvier 2021 relative à cette attaque, avec la précision 0255N 00156E. L'attaque

s'est déroulée en dehors des eaux togolaises, plus précisément à 22 km de la délimitation des eaux togolaises, c'est-à-dire à 11NM de notre espace maritime, et à 360 km des côtes. La position du navire est précise et donne tous les détails comme vous le voyez sur notre écran de bord », explique le Colonel Takounadi Neyo, préfet maritime. « Nous surveillons nos eaux 24h/24. Nous avons des radars et des patrouilles positionnés un peu partout dans notre espace maritime. Ce qui fait que nous déjouons beaucoup d'attaques de pirates.

Les eaux togolaises sont sécurisées. Les pirates savent qu'ils ne réussissent pas souvent à commettre ces forfaits dans nos eaux », affirme le préfet maritime.

Selon les détails qui nous ont été communiqués, le navire Rowayton Eagle était en mouvement, en provenance du Nigéria. Les données du Bureau maritime international indiquent qu'il y a eu 195 attaques de pirates contre des navires l'année dernière – 33 de plus qu'en 2019.

## ENVIRONNEMENT

# PIA : création sur site d'un verger

La Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA) a inauguré vendredi un verger sur son site. Une initiative dont les profits générés, serviront à financer les projets de la structure dans le cadre de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE).

Démarrés depuis août 2020, les travaux se poursuivent sur le site de la Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA). Après l'étude d'impact environnemental dont les résultats ont été partagés avec les populations d'Adétikopé,

la PIA a inauguré, le 05 février dernier, un verger sur une superficie de 6 à 7 ha. En présence du ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement Rural, Antoine Gbegbeni, de Gagan Gupta, CEO and Founder



(ARISE) et de Jesse Damsky, Profit Center Head (ARISE),

le premier plant fruitier a été mis en terre pour marquer l'inauguration du verger sur le site de la PIA.

Située à Adétikopé à 25km de Lomé et sur une superficie de 400 ha, la PIA servira à offrir un cadre propice à l'implantation des usines en vue de la transformation des produits locaux. Il compte parmi ses nombreuses activités logistiques, un parking d'une capacité de 700 camions,

un parc pour le stockage de conteneurs de 12500 EVP, un entrepôt pour charger, décharger et transférer les conteneurs, une plate-forme de stockage du coton et d'autres matières, une usine de 200.000m<sup>2</sup> dédiée aux autres activités logistiques et des routes et emprises routières.

■ Etonam TAMELOKPO

## TÉLÉPHONIE MOBILE

# Moov Africa présentée à la presse

Donner plus de satisfaction aux clients et mettre tout le monde sur la même identité. Ce sont les raisons qui sous-tendent le changement de nom et de logo de la société de téléphonie mobile Moov depuis le 1er janvier 2021. Ces changements ont été communiqués à la presse le mercredi 03 février 2021 à Lomé. Une rencontre animée par Abdellah Tabhuret, Directeur Général de Moov Africa Togo.

Isidore AYEKO

De nouvelles couleurs qui impriment une nouvelle orientation et une uniformisation en Afrique de la marque Moov. Les onze filiales du groupe Maroc Télécoms sont identiques. Le bleu, le violet et l'orange sont les nouvelles couleurs qui composent le logo de Moov Africa « Aujourd'hui, nous sommes dans 71 pays et il fallait mettre tout le monde sous la même identité. C'est une façon de rejoindre la marque, de nous

donner des opportunités pour nous positionner de manière plus implacable, et d'offrir des services plus intéressants à nos clients sur les différents marchés », a précisé le Directeur Général de Moov Africa Togo, Abdellah Tabhuret.

Cette innovation qui va dans le sens du renouveau est source d'amélioration des offres à la clientèle, plus d'investissements et une grande couverture de territoire



national. Mieux, le Togo sera desservi par un nouveau câble sous-marin qui va quitter Casablanca (Maroc) et devra aussi passer par le Togo.

« Pour nous, Moov Africa Togo, 2021 va être une année de forts et d'importants investissements sur le réseau pour essayer d'améliorer la couverture, la densification

et la qualité du service mais également, c'est une bonne nouvelle pour le Togo, pour la mise en service de câbles sous-marins ouest africains. Nous sommes parmi les stations maritimes où il y aura un atterrissage de ce câble. Il va développer et améliorer la couverture et la connectivité internationale. Nous aurons

une grande capacité de bande passante qui va permettre aux consommateurs de naviguer facilement et avoir des débits très importants », a laissé entendre Abdellah Tabhuret.

Des actions qui nécessitent assez de moyens financiers et technologiques, mais également des efforts en termes d'innovation d'offres et de services, notamment data, internet, voix et mobile money. Sur ces différents points, Moov Africa Togo rassure ses clients. « Nous donnons rendez-vous très prochainement à nos consommateurs pour faire, eux-mêmes, le constat », indique le patron de Moov Africa. Installée depuis 2000 sous le label Telecel, puis Moov Togo en 2006, Moov Africa appartient au groupe Maroc Télécom.

## PLOMBÉ PAR LA COVID-19

# Total annonce une perte de 7 milliards dollars

A l'instar de ses paires Shell et ExxonMobil, Total a souffert de l'effondrement des cours du pétrole causé par la pandémie de la Covid-19 qui a entraîné une chute drastique de la demande mondiale de brut. C'est ce qu'indique Sika Finance.

Le géant français a annoncé ce 9 février une perte de 7,2 milliards de dollars au terme de l'exercice 2020 contre un bénéfice de 11,2 milliards de dollars en 2019. Cette contreperformance inédite est la suite d'une compilation de la baisse de 5% de la production d'hydrocarbures et des dépréciations d'actifs de 8,1 milliards de dollars.

« L'année 2020 a connu deux

crises majeures : celle de la pandémie de la Covid-19 et celle du pétrole qui a conduit les prix du Brent à un niveau inférieur à 20 dollars par baril au cours du deuxième trimestre », a commenté Patrick Pouyanné, CEO du groupe.

Notons toutefois qu'après des mois tumultueux de mars 2020 à octobre au cours desquels les prix de l'or noir ont touché l'un de ses pires



planchers, les cours du brut semblent remonter à leur niveau initial.

Le 8 février à la clôture, le Brent avait franchi la barre de 60 dollars le baril à 60,56 dollars, une première depuis plus 1 an.

## Total deviendra Total Energies

En vue de concrétiser son ambition de devenir une entreprise écologique avec zéro émission de Co2 d'ici 2030, Total, le géant français du secteur pétrolier et gazier,

prévoit changer de nom en « Total Energies ».

Ce nom qui marquera le début de la transition énergétique du groupe devrait être validé en mai 2021 au cours de la prochaine assemblée générale, a indiqué Patrick Pouyanné. Les investissements du groupe dans les renouvelables et l'électricité sont évalués à 2 milliards de dollars par an. Ce montant devrait augmenter pour représenter plus de 20% des investissements nets du groupe en 2030 dans le cadre de sa stratégie de transition énergétique.

## UMOA

# Une nouvelle injection de 3 680 milliards FCFA effectuée par la BCEAO

En guise de son soutien aux économies de l'UEMOA impactées par la pandémie, la BCEAO poursuit ses injections de liquidités au taux d'intérêt avantageux de 2%. Ainsi, elle a offert ce 1er février 2021 la possibilité aux banques commerciales de l'Union de se faire refinancer sur le guichet hebdomadaire à hauteur de 3 681,4 milliards FCFA.

Par rapport à la précédente injection de liquidités qui a eu lieu le 25 janvier 2021, celle-ci enregistre une augmentation de +57 milliards FCFA, en lien avec un accroissement

des besoins de liquidités des établissements de crédit. L'appel d'offres a donc enregistré la participation de 90 banques commerciales contre 89 participants pour



la précédente injection. Cette 40<sup>ème</sup> opération d'open-market

depuis le début de la pandémie dans l'UEMOA qui a permis

aux banques commerciales de l'Union de se refinancer en fonction de leurs besoins en liquidités, a donné le résultat par pays.

Sika Finance souligne en particulier que le montant de refinancement obtenu par les banques ivoiriennes s'est accru de +25,5 milliards FCFA par rapport à la dernière opération d'open-market, contre +28,4 milliards FCFA pour les banques sénégalaises.

FRANC CFA

# Nadim Michel Kalife analyse les critiques de Mediapart



Suite à la ratification par l'Assemblée Nationale française le 9 décembre 2020, suivie de celle du Sénat le 28 janvier 2021, de l'accord monétaire conclu avec les 8 pays de l'UEMOA représentés par leur Président en exercice, le PR Alassane Ouattara, voici que MEDIAPART, sous la plume de Fanny Pingeaud & Ndongo Samba Sylla, reproche au Président Macron de poursuivre la logique coloniale. Et, dans un article, intitulé « Le silence complice des progressistes français », Mediapart trouve que les changements adoptés sont mineurs en maintenant la domination monétaire de la France.

Je vais ici analyser les critiques de Mediapart et montrer, le cas échéant, leur caractère infondé et fallacieux, rejoignant en cela l'ensemble des critiques anti-FCFA véhiculées depuis 2015 par les réseaux sociaux russes de Vladimir Poutine, ancien chef du KGB soviétique : il faut savoir que leur objectif stratégique est de chasser la France de son pré-carré africain subsaharien pour pouvoir occuper aisément la place laissée vide par la disparition de la mafia Française suite au décès de Jacques Foccart en 1997.

C'est pourquoi il faut replacer la question du FCFA dans son contexte géopolitique pour bien la traiter et pour comprendre la montée surprenante et progressive du mouvement populiste anti-FCFA depuis 2015.

A la suite de ce cadrage géopolitique, je vais diagnostiquer les critiques de MEDIAPART.

## 1/ MEDIAPART dénonce la création du FCFA par le général de Gaulle en 1945

Contrairement à ce qu'affirme MEDIAPART, cette création fut révolutionnaire parce qu'elle répondait aux réalités économiques des colonies françaises d'Afrique qui utilisaient auparavant le FF (Franc Français). Or, le FCFA

de 1945 a voulu tenir compte de la différence d'inflation de 70% entre la France et ses colonies durant la période d'occupation NAZIE (1940-1944), ce qui explique pourquoi le FCFA fut défini égal à 1,70 FF. Ensuite, il fut réévalué de 15% en 1948 à 1FCFA=2FF parce que la France avait entretemps connu une inflation supérieure de 15%. Donc, le souci de créer le FCFA visait à s'adapter au contexte économique des colonies françaises d'Afrique, différent de celui de la métropole. Certes, par la suite, ce ne fut plus le cas en raison des mouvements spéculatifs de capitaux qui arrivaient la veille de la métropole dans les colonies pour empocher le lendemain la plus-value résultant de la réévaluation du FCFA.

Mais, comme l'inflation fut ensuite importée à travers les biens de consommation, les équipements et les services importés de Métropole (durant la période coloniale), ce besoin de réévaluation ne se fit plus sentir. Bien au contraire, les 8 dévaluations que connut le FF, et donc le FCFA, entre 1949 et 1986, servirent à stimuler les paysans de la zone FCFA à produire toujours plus parce qu'ils recevaient de plus en plus d'argent pour leurs productions de cacao, café, coton, palmistes et autres produits d'exportation cotés en US\$ à la bourse de New York. Et c'est bien ce qui explique la croissance continue du PIB de ces pays durant cette période.

Par contre, en 1994, la dévaluation de 50% du FCFA fut décidée d'un commun accord des chefs d'Etat de la zone FCFA parce que, depuis 1986, le US \$ s'était déprécié de 50%, ce qui avait réduit d'autant les recettes en FCFA de nos matières premières exportées, toutes cotées en US\$, tout en décourageant la production paysanne qui régressa. Ce pourquoi le PIB réel de l'UEMOA chuta de 30% sur la période 1986-1993, réduisant au passage les recettes budgétaires à tel point que 80% de celles-ci étaient consacrés aux salaires de la fonction publique, au lieu de 35% en gestion rigoureuse.

En outre, il faut savoir que, depuis 1975, la BCEAO fut africanisée à 100% avec son gouverneur ivoirien, Abdoulaye Fadiga, ainsi que son nouveau siège à Dakar au lieu de Paris : aussitôt, Abdoulaye Fadiga licencia tous les employés français

pour les remplacer par des ressortissants des pays de l'UMOA. [NB ! l'UEMOA ne fut créée qu'en 1994 au lendemain de la dévaluation afin de prendre en compte les besoins économiques qui dépassent les règles strictement monétaires que gère la BCEAO.].

Seuls 3 spécialistes français furent maintenus, à la demande du garant du FCFA, c.à.d. le Trésor français : furent affectés au service du Gouverneur de la BCEAO pour le conseiller sur les questions relevant de la garantie du Trésor français sur le change du FCFA en FF puis en EURO.

De plus, les anti-FCFA semblent ignorer que la BCE, banque centrale européenne de l'EURO, n'est pas du tout garante de ce taux de change du FCFA en EURO, et que seul le Trésor français en est le garant, les autres pays, notamment l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg et l'Italie, s'y étant tous opposés au moment du passage du FF à l'EURO en 1999 !

## 2/ MEDIAPART se plaint de ce que « le système n'a fait l'objet que de légères modifications »

Mais pourquoi renoncer aux structures fondamentales de fonctionnement du système FCFA si la zone monétaire UEMOA réalise les meilleures performances de croissance économique parmi toutes les monnaies du continent africain ? En effet, la zone UEMOA a réalisé ces 10 dernières années une croissance économique moyenne de plus de 6% par an, tandis que les autres pays membres de la CEDEAO à monnaie nationale avaient souvent des taux négatifs ou n'atteignaient qu'entre 1% et 3% de taux de croissance ! On ne change pas une équipe qui gagne !

Et s'il y a eu peu de modifications dans l'annonce de la réforme, aux yeux de MEDIAPART, c'est qu'elle n'a pris en compte que les réclamations concrètes des porte-voix anti-FCFA, notamment la suppression de l'obligation de déposer 50% des réserves monétaires à la Banque de France en contrepartie de la garantie de change du FCFA.

Néanmoins, faut-il savoir que cette disposition va faire perdre à la BCEAO un supplément d'intérêts d'environ 50 milliards FCFA

par an qu'elle percevait sur ses dépôts à la Banque de France comme bonus d'intérêts de 0,75% (prime de fidélité) que la BCEAO ne retrouvera nulle part ailleurs, et ceci, sans compter les risques de faillite des autres banques où ces dépôts seront placés...comme cela était arrivé en 2008 à des dépôts de la BEAC.

Par contre, en observant les ténors anti-FCFA qui ne sont ni macro-économistes ni monétaristes (tels Kemi Seba et Nathalie Yamb), qui, à travers leur verbe agressif, émotionnel et mensonger, attisent la haine de la France en étant véhiculés par les réseaux sociaux russes de Poutine, l'on constate qu'ils ne font que surfer sur l'émotion d'une jeunesse ignorant la science monétaire. Celle-ci se contente, très facilement, d'imputer la cause de leur misère au bouc émissaire étranger (ici la France), au lieu d'en chercher la vraie raison dans la gouvernance socio-économique et non pas du tout dans le FCFA qui leur assure une stabilité remarquable de leur pouvoir d'achat à la grande différence de tous les autres pays de la CEDEAO!

Et si MEDIAPART constate que seuls les rares élus communistes du parlement français ont voté contre cette réforme du FCFA, et qu'ils n'ont recueilli aucun soutien des progressistes français, c'est à se demander si ces élus communistes sont sortis de leur ancienne orbite d'influence de l'ex-URSS...

## 3/ MEDIAPART trouve que le système FCFA est appauvrissant

Mais pas du tout ! Bien au contraire, je viens de révéler aux ignorants de l'économie africaine que l'UEMOA est la zone monétaire la plus performante du continent africain en termes de croissance économique. Et si la répartition des revenus laisse à désirer, cela ne relève aucunement de la monnaie FCFA mais plutôt de la politique économique du gouvernement. Il faut savoir discerner !

En outre, je vous affirme ici que le FCFA est la monnaie la plus solide du continent africain sinon du monde : Pourquoi ?

Parce que la solidité de cette monnaie repose sur son garant solide, la France, dont le PIB, 2600 milliards \$, représente 24 fois le PIB de l'UEMOA (120 milliards \$). Cela signifie

qu'aucun spéculateur en devises n'oserait s'aventurer en pariant sur une dépréciation du FCFA. En outre, suprême bouclier, les mouvements internationaux de capitaux en FCFA doivent transiter par la Banque de France pour être échangés en d'autres devises, et la Banque de France exige de justifier leur origine, c.à.d. qu'ils doivent correspondre à des échanges de biens et services ou à des prestations de dons ou des prêts et remboursements de prêts. Par conséquent, les traders du type George Soros ne s'y aventurent guère...et le FCFA est à l'abri des pressions cambiaires qui acculent le Nigéria, le Ghana, le Libéria, la Sierra Leone, la Gambie..., à opérer des dévaluations à répétition qui obligent leurs populations à recourir à des moyens parallèles, souvent illicites, pour rattraper leurs pertes continues de pouvoir d'achat. Cela explique la prédominance de la petite corruption dans tous ces pays CEDEAO à monnaie nationale hors FCFA. Qu'on se le dise !!!

Quand MEDIAPART affirme que le FCFA est surévalué du seul fait qu'il est rattaché à l'EURO, monnaie forte, ce grand journal d'investigation n'a décidément pas cherché la vérité sur le FCFA. En effet, le taux de change du FCFA en EURO se trouve entre les mains des seuls chefs d'Etat de la zone FCFA réunis à huis clos avec le gouverneur de la BCEAO et de la BEAC, jusqu'à nouvel ordre, car il est question de détacher le FCFA de la zone CEMAC du FCFA de la zone UEMOA, en raison de leurs structures économiques très divergentes depuis que le cours du pétrole (une quasi-monoproduction d'exportation de la CEMAC hors Cameroun) plonge constamment en dessous de 60\$ le baril, ces dernières années, sans horizon favorable.

Dans ces conditions, à tout moment, si le besoin s'en ressentait comme en 1994, les chefs d'Etat et le gouverneur de la BCEAO pourront décider d'une dévaluation du FCFA par rapport à son taux actuel de change de 655,957 FCFA pour 1EURO. Aussi, beaucoup de bruits malveillants avaient circulé sur certains réseaux sociaux en 2019 à l'annonce du passage du FCFA à l'ECO, mais rien ne les justifie car le taux de croissance de la zone UEMOA est très honorable et, surtout que les réserves monétaires

(Suite à la page 7)

FRANC CFA

# Nadim Michel Kalife analyse les critiques de Mediapart

de la BCEAO dépassent 3 mois d'importation de l'UEMOA : elles sont, depuis très longtemps, à 6 mois d'importation !

Quant au reproche du manque d'industrialisation des pays de l'UEMOA, cela ne résulte guère de la monnaie FCFA mais de l'exiguïté de leurs marchés nationaux qui se heurtent au manque d'économies d'échelle leur permettant de tenir tête à l'invasion des produits chinois, tout comme cela se passe en Europe, aux USA et ailleurs. En effet, ce sont les règles de l'OMC qui empêchent, depuis 1995, les pays de l'UEMOA de relever leurs droits de douanes au-delà d'une surtaxe de 15% pour protéger leurs industries naissantes, alors qu'auparavant tout pays pouvait surtaxer même au-delà de 100%...

A ce propos, il faut reconnaître que l'UEMOA ne dispose pas de ses pays membres du pouvoir de les représenter globalement auprès de l'OMC : cela aurait pu servir à négocier avec l'OMC un régime spécial de protection douanière d'une durée de 25 ans leur permettant de forger un programme intégré d'industrialisation servant à transformer sur place leurs matières premières avant exportation, de quoi développer une industrialisation accélérée en créant des millions d'emplois en UEMOA, qui auraient généré un formidable recul de la pauvreté ainsi que les bases d'une émergence économique.

Aussi, faudrait-il rechercher les causes de ce manquement de l'UEMOA, qui n'ont, là aussi, rien à voir avec le système du FCFA mais qui dépendent plutôt de la concertation des politiques économiques des 8 gouvernements. Et c'est encore là que se trompent tous les anti-FCFA qui ignorent la séparation des pouvoirs entre la politique monétaire du FCFA relevant de la BCEAO et la politique économique dépendant du seul pouvoir des gouvernements.

Cette séparation des pouvoirs monétaire et politique est capitale pour la stabilité économique des 8 pays membres de la BCEAO, sinon les réserves monétaires partiraient en lambeaux comme dans les autres pays anglophones, pourtant beaucoup plus dotés en richesses naturelles, où leurs monnaies nationales ne cessent de dévaluer au

fil de l'année, faisant perdre autant en pouvoir d'achat pour leurs populations qui ont été obligées de recourir couramment à la petite corruption généralisée ( le mot « DASH » y est très courant...), cette pratique ayant pour origine leurs pertes courantes de pouvoir d'achat du fait des dévaluations à répétition ...

Quant au crédit accordé aux ménages, soit disant par la BCEAO, MEDIAPART ignore complètement les réalités concrètes en zone UEMOA. En effet, il faut d'abord savoir que le taux de crédit pratiqué par les banques tourne entre 6,5% et 12% alors qu'il dépasse les 20%, 30%, voire 50%, en pays anglophones voisins.

Vraiment, MEDIAPART est mal intentionné... ! De plus, le taux de base bancaire n'est que de 2,5% en pays UEMOA contre 6 à 20 fois plus haut ailleurs ; et même l'écart entre les 2,5% de taux de base bancaire de la BCEAO et les taux pratiqués par les banques de dépôts à leurs clients (entre 6,5% et 12% selon la solidité des clients) se justifie pleinement par les difficultés de recouvrement de leurs créances dues à une justice corrompue ou à des pressions de l'ombre exonérant de poursuites certains « barons », ce qui a parfois mis certaines de banques en difficultés face aux ratios de gestion de la réglementation bancaire... Ce n'est donc pas dû au FCFA mais à la mauvaise gouvernance économique : manque de discernement de MEDIAPART encore une fois !

Si, comme le dit MEDIAPART, 9 des 14 pays membres de la zone FCFA sont classés « PMA » c.à.d. parmi les pays les moins avancés, il faut savoir qu'ils étaient déjà très pauvres du temps colonial en raison de la pauvreté de leurs sous-sols avant les 2 booms pétroliers intervenus en 1973 et 1979.

En effet, il se trouve que les Anglais ont colonisé les terres les plus riches d'Afrique subsaharienne, laissant aux Français les terres les plus pauvres : l'on ne saura dire si c'est dû au hasard des conquêtes territoriales ou plutôt au bon flair des affaires reconnu aux Anglais qui ont une longue tradition de négoce et de business, bien plus aiguisée que leurs concurrents français... Par contre, depuis la dévaluation

du FCFA en 1994, la croissance bien supérieure des pays de l'UEMOA leur a permis de rattraper une bonne partie du retard économique qu'ils avaient sur les pays anglophones à monnaie



nationale. Donc, là encore, la monnaie FCFA n'y est pour rien dans le classement «PMA».

#### 4 / MEDIAPART reproche l'absence de démocratie en pays à FCFA

Est-ce que les 50 pays africains sur les 54 pays africains, classés comme des Etats à mauvaise gouvernance, ont le FCFA pour monnaie ? NON ! Donc, MEDIAPART tient un raisonnement FAUX ! L'absence de démocratie ne dépend que de la gouvernance politique et économique, et non pas de la monnaie.

En effet, la monnaie demeure neutre en soi, c'est comme le sang dans le corps humain : il n'est pas responsable du diabète ni du cholestérol qu'il véhicule !!!

C'est plutôt le mode de séparation ou de confusion des pouvoirs de décision dans la définition des politiques monétaire et économique qui détermine si une monnaie est bien ou mal gérée. Et s'il n'y a pas de démocratie dans un pays, cela ne dépend que du régime politique en place qui traduit la nature de sa gouvernance à travers sa stratégie économique et ses choix budgétaires. NON ! MEDIAPART : il ne faut pas confondre les torchons et les serviettes pour tromper vos lecteurs non avertis !!! C'est une pratique semblable aux « FAKE NEWS » anti-FCFA où circule la désinformation qui a réussi à désorienter la jeunesse africaine ignorant ce discernement logique à faire entre politique monétaire dépendant de la seule BCEAO et politique économique dépendant du seul gouvernement.

Quant à ce qu'avait déclaré

en 1962 le Président malien Modibo Kéita sur l'inutilité de la garantie française pour la stabilité du FCFA en se retirant de la zone FCFA, l'on a bien vu comment, six ans plus tard, en 1968, le Franc Malien avait perdu 50% de sa valeur de change par rapport au FCFA et que le Mali demanda à réintégrer la zone FCFA.

Il en est de même pour le Franc guinéen qui, après avoir perdu plus de 98% de sa valeur par rapport au FCFA, cherche à réintégrer la zone FCFA sans y arriver parce qu'il n'en remplit pas les conditions de convergence monétaire, alors que la Guinée dispose des plus grandes richesses naturelles de toute l'Afrique de l'ouest.

Enfin, si les progressistes français que MEDIAPART dénonce leur silence comme complice du système FCFA, il ignore volontairement qu'ils ont refusé de tomber dans le piège populiste des anti-FCFA : ils ont compris que ce sont les réseaux russes de Poutine qui orchestrent toute cette campagne anti-FCFA depuis 2015, pour briser ce lien bénéfique de solidarité entre la France et les pays à FCFA leur assurant la stabilité monétaire, ceci dans le seul but de permettre à l'oligarchie russe de venir occuper la place, laissée vide par l'ancienne mafia de Jacques Foccart, connue sous le triste nom de « Françafrique », disparue progressivement après la mort de son fondateur en 1997.

#### 5/ L'annonce surprise du 21/12/2019 faite à Abidjan par les PR Macron et Ouattara

Ce que MEDIAPART feint d'ignorer, c'est que toute réforme monétaire doit être faite par surprise pour éviter les mouvements de capitaux qui risqueraient de déstabiliser la monnaie. Quant au fait que le parlement français ait eu à ratifier cette réforme avant les pays de l'UEMOA, il est tout à fait logique que le garant de leur monnaie commune doive donner son aval au préalable : c'est comme pour tout prêt accordé par une banque, celle-ci se couvre des garanties nécessaires avant de débloquent les fonds. Là encore, l'on constate la mauvaise foi de MEDIAPART cherchant à vilipender le FCFA.

Et, contrairement à ce qu'affirme MEDIAPART, la France n'a pas du tout imposé sa volonté à ses partenaires de l'UEMOA, il

faut reconnaître que ces pays n'ont guère envie de voir leur monnaie se déprécier à répétition en générant un gros facteur d'instabilité sociale s'ils ne bénéficient plus de la garantie du Trésor français pour le change de leur monnaie. Ils savent tous que les épargnants des pays voisins à monnaie nationale, dite souveraine, Ghana, Nigéria, Libéria, Sierra Leone, Gambie et Guinée garnissent leurs coffres forts de billets FCFA pour ne pas perdre de pouvoir d'achat... De plus, les trafiquants frontaliers de ces pays anglophones, non FCFA, viennent tous se ravitailler en divers biens de consommation en pays de l'UEMOA parce que leurs réserves monétaires (insuffisantes par manque de rigueur de gestion monétaire, malgré leurs bien plus grandes richesses naturelles) ne leur permettent pas de les importer. En conclusion, MEDIAPART révèle, à travers cet article indigne d'un journal objectif, qu'il a un parti pris anti-FCFA, épousant les arguments fallacieux de tous ceux qui naviguent sur les réseaux sociaux russes de Poutine depuis 2015. Cela m'attriste sincèrement.

Nadim Michel KALIFE, chercheur économiste, ancien doyen (1975/76) de l'ESTEG devenue FASEG (Faculté des sciences économiques et de gestion) de l'Université de Lomé (TOGO).

**LA NOUVELLE TRIBUNE**

Récupéré No 0546/31/05/16/  
HAAC  
Djidjole - Batomé, von après  
Maison Suzanne AHO, en face  
de l'église EAC-TOGO  
Tél : 90 03 83 30 / 98 01 82 02  
www.lanouvelletribune.net

**Directeur de la Publication**  
Elom K. ATTISSOGBE  
Tél : (+228) 91 90 48 04 /  
98 01 82 02

**Rédacteur en chef**  
Nicolas EDORH

**Rédaction**  
Elom ATTISSOGBE  
Nicolas EDORH  
Béatrice AGBODJINOU  
Isidore AYEKO

**Infographie**  
La Nouvelle Tribune

**Impression**  
SDR

**Tirage**  
1000 exemplaires

## ENTREPRISE

# CIMTOGO : Nouvelle fresque murale en cours

Le géant de l'industrie du ciment au Togo continue de faire rayonner la culture togolaise. A travers la réalisation d'une nouvelle fresque murale à l'entrée de la société, CIMTOGO marque son appui constant au secteur culturel et consolide par la même occasion, ses liens, non seulement avec ses employés, mais aussi avec ses clients.

Elom ATTISSOGBE

C'est la deuxième fresque murale sur la clôture de CIMTOGO en quelques mois. Cette fois-ci, à l'entrée de l'usine.

La griffe : Emmanuel Sogbadji, l'un des plus talentueux artistes du continent. Togolais, ce diplômé d'études supérieures

artistiques (DESAP), spécialité Sculpture et Pierre, à l'Ecole des beaux-arts d'Abidjan tient de main de maître le chantier de la réalisation de la deuxième fresque murale de CIMTOGO.

« Faire une fresque, c'est

quelque chose de ludique, mais originale. Sur le mur de CIMTOGO, j'y mets tout ce qui est cartésien dans la construction. Je reviens sur le taureau qui figure dans le logo de la structure, je vais représenter aussi les silos qu'on peut voir au niveau de l'usine. On aura une fresque qui fait une scène de marché avec une inclusion du consommateur, et aussi un volet environnement pour exprimer l'attachement de CIMTOGO à la promotion et la protection de la biodiversité », nous explique Emmanuel Sogbadji sur le chantier.

D'une dimension de 100m2,

3m60 de haut sur 28m, cette fresque murale sera bouclée dans deux semaines, selon l'artiste. « L'essentiel des travaux a été fait en atelier, c'est-à-dire 80% de la fresque. Et donc dans quelques jours, les Togolais pourront contempler cette belle fresque murale de CIMTOGO », fait savoir Emmanuel Sogbadji.

Pour Eric Goullignac, Directeur Général de CIMTOGO, la réalisation de cette nouvelle fresque répond à la vision de l'entreprise de promouvoir davantage la main d'œuvre locale à travers la culture, et d'exprimer encore une fois

leur attachement à l'atteinte des objectifs du Plan national de développement (PND) par la promotion des artistes togolais.

Fait Chevalier des Arts et Lettres en 2018 par l'ancien ambassadeur de France au Togo, Emmanuel Sogbadji s'est consacré à la recherche picturale et enseigne le dessin à Lomé (Togo) et Abomey (Bénin). Sa technique est mixte. Ses supports sont papier, toile, fibres, bois. Son travail est exigeant, renouvelé, créatif. L'être humain est le centre de son travail.

